Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

Big is bad

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Les hommes n'aiment pas les grosses. Des trois modèles d'entreprises connus – les souris ou start-up, les gazelles et les éléphants – c'est ce dernier qui irrite le plus l'opinion publique, si l'on croit un récent sondage réalisé pour la Confédération syndicale internationale (CSI), publié à la veille du Sommet du G7, qui se tient en Allemagne (*).

Les données dont dispose la CSI depuis trois ans traduisent une inquiétude croissante parmi ceux qui vivent de la sueur de leur front. En 2014, un précédent sondage de la CSI dans 14 pays avait révélé que 53% du revenu familial de la population mondiale évolue loin derrière le coût de la vie. Couplée avec ceux qui ont déclaré que leur revenu était «resté le même» (29%), une écrasante majorité de la population du monde (82%) estime que son revenu stagne ou régresse. Le même sondage montre également que 58% des personnes craignent ne pas pouvoir survivre, contre 61% en 2013, et 60% en 2012. Les mêmes chiffres indiquaient pour 2014 que 60% des personnes interrogées ressentent que les intérêts des entreprises pèsent trop lourd dans l'élaboration des règles économiques, alors que 84% d'entre elles estiment que le citoyen lambda compte pour du beurre. La même année, 62% souhaitent que leur gouvernement fasse davantage pour atténuer le pouvoir des entreprises ; ils sont par ailleurs 82% à espérer que ce même gouvernement fasse plus pour assurer des «salaires équitables», au sens de décents, pour les travailleurs dans leur pays. Ces données ont interpellé la CSI qui a décidé de cibler un échantillon représentatif de neuf pays développés et en développement qui composent 50% du PIB mondial.

Parallèlement, elle a commandé d'autres sondages dans trois pays «tournevis» (l'Indonésie, la Turquie et les Philippines) où d'importants effectifs sont employés par des entreprises multinationales dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Dans l'antre du capitalisme contemporain - notamment l'Allemagne, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni - seulement une personne sur cinq considère qu'on peut compter sur les entreprises pour lutter contre le chômage.

Les résultats de ce sondage incitent Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, à rappeler au G7 le rôle crucial qu'il pourrait jouer en renforçant l'Etat de droit dans leur périphérie, là où justement leurs entreprises réalisent le plus de profit : «Les nations du G7 sont dotées de lois garantissant les droits fondamentaux des travailleurs et des travailleuses dans leur propre pays. Elles peuvent garantir l'égalité de traitement des travailleurs/euses dans d'autres pays où opèrent les entreprises établies dans les pays du G7, en étendant le même Etat de droit au-delà de leurs frontières.»

Compte tenu de la croissance des chaînes de valeurs mondiales, représentant trois quarts du commerce mondial, les grandes entreprises engagent des travailleurs et des travailleuses aux quatre coins du monde, souvent indirectement à travers une chaîne de sous-traitants.

Sharan Burrow voit dans les résultats du sondage un appel des citoyens du monde pour que les dirigeants du G7 « ne comptent pas sur les entreprises pour s'occuper de leur main-d'œuvre dans le monde».

«Ils ne comptent pas sur elles pour leur verser un salaire décent, ils ne comptent pas sur elles pour respecter leurs droits et ils ne comptent pas non plus sur elles pour prendre la sécurité au sérieux», a déclaré Sharan Burrow.

Le sondage fait ressortir trois grandes tendances :

• qu'on ne peut pas compter sur les entreprises multinationales pour s'occuper de leurs travailleurs et que des réglementations plus strictes sont nécessaires (c'est ce que pensent 55 % des personnes interrogées en Allemagne, aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni) ;

• que la plupart des employeurs privilégient le profit au détriment de la sécurité de leurs travailleurs (c'est l'avis de 80 % des personnes interrogées en Indonésie, aux Philippines et en Turquie) - cette croyance est plus élevée en Turquie, où 89% des personnes interrogées le pensent, contre au moins les trois quarts en Indonésie (77%) et les Philippines (75%) ;

• que les entreprises devraient payer à tous leurs travailleurs un salaire minimum décent – quel que soit l'endroit où ils se trouvent (plus des trois quarts (78%) des personnes en Indonésie, aux Philippines et en Turquie sont de cet avis).

L'exploitation des matériaux livre un premier tableau pour évaluer la confiance dans des entreprises mondiales.

Les gens sont divisés sur la meilleure façon d'assurer que les travailleurs à travers le monde bénéficient d'un salaire équitable, de droits et de conditions de travail, mais la plupart croient que des lois plus sévères sont nécessaires pour y parvenir. Ils sont 66% à le penser en Allemagne, 54% en France et au Royaume-Uni et naturellement nettement moins aux Etats-Unis où le dogme de la libre entreprise autorisait tous les écarts (47%).

Aux Etats-Unis, cette perception révolutionnaire date de la crise de 2008 qui a accentué les critiques à l'égard des entreprises, le paroxysme ayant été atteint à l'automne 2011, avec le mouvement Occupy Wall Street, dont les principales revendications concernaient l'ingérence des entreprises dans la vie politique américaine, leur responsabilité dans le déclenchement de la crise, ou dans la montée des inégalités sociales.

Même éphémère, ce mouvement a accru la conscience de l'opinion sur le financement opaque des campagnes électorales et celle de la «cupidité» des entreprises (Corporate Greed).

Le second tableau établit la conviction que les entreprises doivent payer un salaire minimum décent à tous les travailleurs dans leur chaîne d'approvisionnement. A la question de savoir si une entreprise n'a le droit de fonctionner dans la chaîne d'approvisionnement que si elle assure un salaire minimum «assez élevé pour vivre», 78% disent oui (82% en Indonésie, 79% aux Philippines, 72% en Turquie).

Le troisième tableau pose la question des priorités entre les profits et la sécurité des travailleurs dans les préoccupations des grosses entreprises. Une écrasante majorité pensent que les éléphants de l'économie mondiale favorisent l'extraction du profit (89% en Turquie, 77% en Indonésie, 75% aux Philippines).

Commentaire de John Evans, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE : «La grande majorité considère qu'on ne peut compter sur ces entreprises pour s'occuper de leurs travailleurs dans la mesure où elles privilégieront le profit au détriment des intérêts des citoyens, y compris la sécurité de leurs travailleurs. Compte tenu de cette perte de confiance, il incombe à nouveau aux gouvernements de collaborer afin de demander à ces géants mondiaux de rendre des comptes par rapport à leurs travailleurs.»

A. B.

(*) Pour consulter le sondage d'opinion «Nouveaux fronts» de la CSI 2015 sur la confiance dans les entreprises et les chaînes d'approvisionnement : http://www.ituc-csi.org/ituc-frontlines-poll-trust-in.

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?
Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr
Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française,
le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Bande de nudistes !

Didier Deschamps pressenti pour coacher Sidi-Bel-Abbès en seconde division. Une rumeur fermement démentie par la direction du club de la Mekkera qui précise : «Nous avons d'autres ambitions pour notre équipe …

… retrouver l'élite !»

Eh ! Oh ! Doucement ! Ne poussez pas ! Il y a des personnes âgées parmi vous. Des malades. Non ! Pas de «fawdha» ! Nous allons faire ça de manière organisée. Mais oui ! Bien sûr que vous aussi pourrez déposer votre soutien aux pieds de Si Amar. Il suffit juste de faire la queue. Ou de l'agiter frénétiquement en attendant votre tour. Non ! Les mecs en vert pas besoin de faire la queue. D'ailleurs, un seul soutien, le XXXL déjà déposé il y a quelques jours suffit. C'est bon pour l'ensemble du corps. Les autres, pas de bousculade. Comment ça dans quel sens ? A l'endroit, à l'envers, qu'importe ! L'essentiel étant que vous l'apportiez votre soutien et que vous l'offriez solennellement à celui qui a toujours clamé – à raison d'ailleurs – qu'il a tous les soutiens qui comptent dans ce pays. Vous, par contre, vous auriez pu faire l'effort de le laver avant, de le passer à la machine. Mais bon, nous comprenons aussi votre empressement à le ramener le plus vite possible, quitte à l'offrir sale. De toutes les manières, la grande lessiveuse est en marche. Elle fonctionne plein tambour, jour et nuit. Oh ! Joli modèle madame ! C'est de la lingerie fine ? Mais, vous savez, fine ou grossière, nous acceptons tous les soutiens, quelle qu'en soit la couture. Au point où nous en sommes, nous n'allons tout de même pas réclamer des soutiens en dentelle de Bruges ou de Liège, n'est-ce pas ? Oui ! Quoi, des hommes avec des soutiens, ça fait bizarre ? Ça ne fait rien du tout ! C'est cela la tolérance, khouya ! Vous ne pouvez pas exiger la parité, l'égalité femmes-hommes et refuser à ces derniers la possibilité d'offrir eux aussi leurs soutiens. Nous n'allons tout de même pas replonger ce pays dans l'obscurantisme et les préjugés. Halte au sexisme ! Les hommes aussi ont le droit constitutionnel de venir livrer leur soutien à Si Amar. Et si ça ne tenait qu'à moi, ils lui offriraient aussi le reste. Regardez, moi ! Je donne l'exemple ! Je suis dans ma niche, nu comme un ver, sans soutien, sans caleçon. Juste avec du thé que je fume pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.